

AVIS

Loi du Service Militaire, 1917

00

00

6.0

0.0

000

000

660

600

600

00

000

60

600

6,0

600

00

6,0

000

6,0

60

6.0

000

00

000

000

6,0

600

000

000

00

000

6,0

000

660

000

6,0

00

6,0

000

6.0

000

6,0

6,0

00

600

000

600

000

60

000

009

000

00

000

000

009

009

00

00

000

009

600

00

00

00

000

6.0

00

00

60

600

009

6%

000

600

00

6,6

000

00

00

6,0

60

000

00

000

6,0

000

000

66

6,0

6,0

6,6

6,6

EMPLOI D'HOMMES EN CONTRA-VENTION AVEC LA LOI DU SERVICE MILITAIRE.

Les règlements suivants, récemment approuvés par le Gouverneur Général en Conseil, imposent à chaque patron l'obligation sévère de S'ASSURER QUE CHACUN DE SES EMPLOYÉS D'ÂGE ET DE CONDITION MILITAIRES A EN SA POSSESSION LES DOCUMENTS PROUVANT QU'IL EST EN TOUS POINTS EN RÈGLE AVEC LA LOI DU SERVICE MILITAIRE.

Un patron qui est accusé d'avoir à son service un insoumis doit être en mesure de prouver QU'IL A EXAMINÉ, lorsque l'employé en question est entré à son service, LE DOCU-MENTS RELATIFS AU SERVICE MILITAIRE ÉMIS PAR LE REGISTRAIRE OU LES AUTORITÉS MILI-TAIRES et qu'il a été établi d'une manière raisonnable et à sa satisfaction que l'homme était en règle avec la Loi du Service militaire. Il doit être clairement entendu que les Certificats d'Enregistrement national, émis le 22 juin 1918, lors de l'enregistrement général, ne définissent en aucune manière la position d'un homme vis-à-vis de la Loi du Service militaire.

REGLEMENTS.

106.—Toute personne qui emploie ou garde à son service RECELE, OU CACHE, OU un homme qui a déserté, ou DE TOUTE AUTRE est absent sans permission de NIERE AIDE UN HOMME la Force Expéditionnaire Cana-dienne, ou en contravention ABSENT SANS PERMISavec quelque obligation, ordre SION de rapport ou tout autre rela- EXPÉDITIONNAIRE tif au service militaire que lui NADIENNE, ou est en conimposent la Loi ou les Règle- travention avec quelque obliments, ou toute proclamation gation, ordre de rapport d'un emprisonnement n'excé- autre proclamation s'y rappordant pas six mois ou d'une tant, sera coupable SERVICE TIFS AU n'était pas un déserteur, ou exigences ci-dessus mentionn'était pas absent sans permis- nées. sion du service militaire, ou en contravention avec aucune des obligations ou exigences ci-

SANS E LA DE s'y rapportant, sera coupable tout autre relatif au service d'une offense susceptible d'être militaire que lui imposent la punie sur conviction sommaire Loi ou les Règlements, ou toute d'une amende de pas moins de Cent offense susceptible d'être punie Dollars et pas plus de Cinq sur conviction sommaire d'un Cents Dollars, ou de cet emprisonnement n'excédant emprisonnement et de cette pas six mois ou d'une amende amende, à moins que cette de pas moins de Cent Dollars personne ne prouve qu'après et pas plus de Cinq Cents enquête LES PAPIERS RELA- Dollars, ou de cet emprisonne-MILI- ment et de cette amende, à TAIRE EMIS PAR LE RE- moins que cette personne ne GISTRAIRE OU LES AU- prouve qu'elle ne savait pas et TORITÉS MILITAIRES À qu'elle n'avait aucune raison L'HOMME AINSI EMPLO- de croire que l'homme qu'elle YÉ OU RETENU À SON recélait, ou cachait, ou aidait SERVICEONT ÉTÉ SOUMIS était un déserteur, ou était ET EXAMINÉS, et qu'il a été absent des forces sans permisétabli à sa satisfaction, après sion, ou qu'il était en contracette enquête, que l'homme vention avec les obligations ou

> BUREAU DU SERVICE MILITAIRE